

COLLECTIFS URGENCE PALESTINE - GENEVE - VAUD

P.A. Collectif Urgence Palestine
5, rue des Savoises
1205 Genève

Conseil Fédéral
Chancellerie fédérale - ChF
Bundeshaus West
3003 Bern

Genève, le 8 octobre 2010

Mesdames et Messieurs les Conseillers Fédéraux,

Permettez-nous de porter à votre connaissance des pratiques instaurées par une grande banque de notre pays - l'UBS - qui nous scandalisent.

Depuis le début de l'année, plusieurs membres et sympathisants des Collectifs Urgence Palestine nous informaient que des ordres de versements donnés à l'UBS dont ils sont clients, concernant des paiements de cotisations ou des versements à des associations en Suisse de soutien au peuple palestinien n'avaient pas été effectués. Cette décision a été appliquée par l'UBS sans que les personnes concernées en aient été averties préalablement, ce qui leur aurait permis de prendre les dispositions nécessaires pour assurer leurs paiements.

Ces personnes ont demandé des explications à l'UBS qui a répondu par une lettre rédigée en anglais (!) dont voici un extrait: " UBS is unfortunately unable to excute your payment in connection with Collectif Urgence Palestine. UBS' decision to decline such transactions was already taken some time ago after conducting its own, careful evaluation of the business opportunities and risks in connection with the Palestinian Territories."

Outre le fait que l'UBS semble ignorer consciemment que l'anglais ne fait pas partie d'une de nos quatre langues nationales et que les habitants de Suisse ne sont pas sensés comprendre cette langue, l'UBS nie nos droits de citoyens. Les membres d'associations ou parrains d'enfants palestiniens ne sont pas des investisseurs, ni des associations « terroristes ». Ce sont des personnes qui ont choisi en toute liberté de soutenir la juste cause du peuple palestinien et qui ont choisi librement d'aider, par exemple, des enfants en Palestine, victimes d'une situation résultant de la politique d'occupation de leurs terres. D'autre part, des associations comme Parrainages d'enfants de Palestine ont été reconnues d'utilité publique par les autorités fiscales du canton de Genève.

COLLECTIFS URGENCE PALESTINE - GENEVE - VAUD

De plus, par cette pratique, l'UBS montre son mépris des choix du gouvernement suisse qui n'appelle pas au boycott de la Palestine et qui continue de soutenir et d'encourager le travail des ONG palestiniennes reconnues aussi bien par notre gouvernement qu'à travers l'inévitable autorisation exigée par l'administration israélienne. Quelle aurait été la réaction des autorités genevoises qui, à deux reprises, ont versé une subvention à l'association Femmes en Noir-GE pour un projet d'aide à une organisation de femmes palestiniennes à Tulkarem, s'ils avaient appris que cette aide n'avait pu parvenir à leur destinataire du seul pouvoir d'une banque ? Banque qui par ailleurs a bénéficié plus que largement de l'aide des pouvoirs publics.

La décision de l'UBS de refuser nos ordres de versements – en Suisse et dans les Territoires palestiniens - nous scandalise, parce qu'elle va à l'encontre de l'engagement citoyen de choisir qui nous voulons soutenir ou pas. Doit-on en conclure que nos droits démocratiques s'arrêtent à la porte de certaines banques ? Nous ne pouvons cautionner une politique commerciale qui se place au-dessus des lois et ne respecte pas la propre politique du Conseil Fédéral en Palestine.

Par ses agissements, l'UBS se rend complice des violations des droits des enfants palestiniens. Elle entrave également la politique étrangère de la Suisse basée sur le respect, la promotion et la protection des droits humains et du droit international humanitaire partout dans le monde.

En conséquence de ce qui précède, nous vous demandons d'intervenir auprès de l'UBS pour qu'elle respecte les droits des citoyens et les choix politiques du gouvernement Suisse, et de lui rappeler que ses habitants attendent un peu plus de décence de la part d'une institution qui s'est souvenue de l'existence de notre pays quand elle a eu besoin de notre aide pour la sauver d'un désastre dans lequel elle s'était mise.

Nous comptons sur une intervention déterminée de votre part, et dans l'attente de vous lire, nous vous prions de recevoir, Mesdames et Messieurs les Conseillers Fédéraux, l'assurance de notre considération distinguée.

Collectifs Urgence Palestine - Genève et Vaud

Catherine Hess

Anis Mansouri

Rémy Viquerat

Le collectif Urgence Palestine Genève représente: Association Suisse Palestine, Association Meyrin Palestine, CETIM, , Collectif Urgence Palestine Nyon-la Côte, DAR (droit au retour, Droit pour Tous, Femmes en Noir, GSsA- Genève, Ligue Suisse des Droits de l'Homme, Parrainage d'enfants de Palestine, Secours Social Palestinien, UNIA, Solidarités, SSP (syndicat des services public), SIT (syndicat interprofessionnel des salariés-ées)